

La Construction européenne : Un bilan économique à revendiquer

Le référendum du 29 mai prochain sur la Constitution européenne porte d'abord sur l'héritage communautaire : $\frac{3}{4}$ des articles de la Constitution figurent en effet dans les traités aujourd'hui en vigueur. C'est donc d'abord cet héritage qu'il faut revendiquer. Si cet héritage est naturellement politique, la construction européenne ayant apporté la paix sur le continent, il est aussi économique.

Aujourd'hui, l'Union européenne (UE-15) est le **1^{er} exportateur mondial de marchandises** devant les Etats-Unis et le Japon (en 2003, 976 contre 732 et 440 milliards d'euro) et **le plus grand marché intérieur au monde**. Le Produit Intérieur Brut par habitant s'élève à 24 200 €/hab, soit un niveau comparable à celui du Japon (28 700 €/hab) !

- La création de ce grand marché intérieur a permis depuis 1993 une augmentation du revenu de l'Union européenne de l'ordre de 1,1 à 1,5 % par an et la **création de 2,5 millions d'emplois**.

- L'ouverture vers les nouveaux marchés de l'Est de l'Europe, loin d'inverser la tendance, la renforce. Avec une croissance économique en moyenne de 4%, les 10 nouveaux Etats membres avec leurs 75 millions d'habitants, représentent autant de nouveaux débouchés pour les industries ouest-européennes et françaises et donc d'emplois

- Ce marché a extraordinairement profité aux Français, aussi bien en tant que travailleurs (les deux tiers des exportations françaises se font vers les autres pays de l'Union) qu'en tant que consommateurs (qui ont accès à davantage de produits dont les prix ont souvent baissé).

- La France, dont les exportations ont quadruplé dans ces pays 10 ans, est aujourd'hui le **1^{er} investisseur** en Pologne et le **3^{ème}** en moyenne chez les nouveaux entrants. Grâce au **formidable succès de la commercialisation de la Logan en Europe centrale et orientale**, Renault a annoncé le recrutement pour 2005 de 10 000 personnes dans le monde (dont 5 000 en France).

- **L'ouverture à la concurrence du marché des télécommunications** (engagée depuis 1995) a permis un accès à des services modernes de téléphonie à un coût abordable pour le plus grand monde : de 1995 à 2003, le nombre d'abonnements de téléphonie mobile a progressé de 42% par an en moyenne dans l'UE à 25. En 2003, on comptait plus de 364 millions d'abonnements dans l'UE, contre seulement 22 millions en 1995 (soit en moyenne 80 abonnements de téléphonie mobile pour 100 habitants dans l'UE en 2003, contre seulement 5 en 1995).

- Sur la même période, le nombre d'abonnements de téléphonie mobile en France a été multiplié par 30 pour passer de 2,3 abonnements à 69,9 pour 100 personnes. Pour le grand public, sur la période 2000-2003, les prix de France Télécom ont baissé de : 5,2 % pour les communications locales ; 12,4 % pour les communications longue distance ; 6,7 % pour les communications internationales ; 30,2 % pour les communications fixe vers mobile.

- L'Union européenne donne aux entreprises européennes la masse critique nécessaire pour exploiter au mieux les marchés mondiaux et la révolution technologique. Airbus, qui emploie aujourd'hui 52 000 personnes principalement en France, est le résultat d'une coopération fructueuse entre français, allemands, britanniques et espagnols. Il est le **1^{er} constructeur mondial d'avions civils** derrière le concurrent américain Boeing.

- Le classement 2004 des 50 plus grandes firmes multinationales réalisé annuellement par la CNUCED révèle ainsi que parmi ces dernières... **31 sont européennes** ; la première est le géant britannique des télécommunications, Vodafone!

- L'Union européenne sait également susciter les grands projets industriels comme Galileo, rival américain de GPS.

- Dans le cadre de l'initiative pour la croissance, l'Union s'est engagée à réaliser d'ici 2010 des grands projets d'infrastructures en transport et en télécommunication pour un montant de **220 milliards d'euro d'ici 2020**. Ces investissements très importants permettraient une **augmentation de la croissance européenne de l'ordre de 0,5-0,75 point du PNB dans les 5 à 10 prochaines années**, ce qui se traduira par des créations d'emplois.

*

* * *

Même si le contexte socio-économique en Europe présente sans doute des aspects insuffisants, force est de constater que le bilan est largement positif et que c'est ce bilan que la consultation référendaire sur la Constitution européenne nous conduit à reconnaître et à revendiquer.